

L'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur l'Education en Algérie

Article proposé à la publication dans la revue scientifique de l'INRE par
Professeur RAHAL Ali, Professeur RAHAL-GHARBI Med El-Hadi,
Docteur AKKARI Mostefa Docteur AMRANI Abdelmadjid

Avertissement

Le présent papier est une synthèse des résultats d'une volumineuse étude commanditée par L'Unicef et supervisée par l'INRE qui s'est déroulée entre Mai et Décembre 2009. Pour une meilleure compréhension du texte, le lecteur doit se reporter à l'étude elle-même.

Mots clés : Budget, scolarisation, dépenses, déperdition

L'augmentation des prix de l'alimentation *"risque d'obliger les familles à réduire leur budget, à rogner sur l'éducation et à retirer leurs enfants de l'école pour les faire travailler"*, a expliqué devant la presse la porte-parole de l'Unicef à Genève,
 Véronique Taveau.

Résumé : En vue de réaliser une évaluation aussi concise et objective que possible de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur le processus de scolarisation des élèves des trois paliers de l'éducation nationale, les auteurs se sont rendus dans neuf wilayate du pays pour réunir le data nécessaire permettant de vérifier quatre hypothèses de travail en relation avec le processus de scolarisation et le rendement des apprenants particulièrement ceux issus des familles les plus démunies.

1-Thématique et méthodologie

Le présent papier s'intéresse à l'incidence négative de la poussée haussière des prix des produits alimentaires, qui a atteint des seuils alarmants, sur (i) les redoublements, et (ii) sur les abandons des apprenants des trois paliers du secteur de l'éducation nationale en Algérie. Cet article est le fruit d'une recherche théorique et empirique. **La recherche théorique.** Elle se résume en :

-Une brève incursion dans quelques récentes recherches, particulièrement celles diligentées par les organismes spécialisés des Nations Unies (FAO, UNICEF, UNESCO, OMS...). Le but d'une telle recherche est de donner un aperçu sur les efforts qui ont été consentis dans ce domaine, de situer l'objet de l'étude dans un cadre transnational et de prendre acte de certains résultats qui se prêtent sans trop de difficultés à la transposition.

-Un essai de définition des principaux concepts utilisés pour baliser notre travail et pour ne pas laisser de place à la confusion dans les développements ultérieurs, tels : *La déscolarisation, La non-scolarisation, Les abandons, Le redoublement etc.*

-La collecte d'un ensemble de données statistiques (data factuel).

Il s'agit essentiellement d'informations prélevées des documents officiels de l'Organisme National des Statistiques algérien (ONS) et du Ministère de l'éducation Nationale (MEN).

La recherche empirique (data à partir des questionnaires)

La recherche empirique est un travail de terrain en vue de la collecte d'informations de la «bouche» même des principaux concernés par le phénomène de déperdition scolaire. Pour cette raison, nous avons effectué sciemment notre étude dans neuf wilayate du pays où sévit le plus le phénomène du gaspillage scolaire.¹

Les objectifs recherchés à travers les résultats de la recherche théorique et empirique sont :

- permettre à partir de la réalité algérienne et sur une base suffisamment objective, de vérifier quatre d'hypothèses de travail ;
- dégager un ensemble de recommandations à même d'alléger le fardeau de la hausse des prix qui pèse lourdement sur les enfants les plus démunis.

2-Contexte général de l'étude: la fragilité de tout un continent.

Le contexte global dans lequel s'inscrit la problématique de l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires sur l'éducation peut être mieux appréhendé en passant en revue les faits suivants :

2.1- La poussée haussière des prix des produits alimentaires.²

La hausse des prix des denrées alimentaires qui a été enregistrée au cours de la période 2006–2009 a amené beaucoup de chercheurs à s'intéresser à l'impact et aux causes de cette hausse sur les ménages et les individus (IFPRI 2008a). L'intérêt d'une telle recherche réside dans le fait que les pays importateurs nets de denrées alimentaires sont les pays les plus vulnérables face à un processus inflationniste. Il a été établi (Ivanic et Martin 2008), que pour neuf PDV à travers le monde, l'impact des prix plus élevés sur la pauvreté est dans la plupart des cas négatif.³

2.2- Appréciation des risques de la hausse des prix sur un pays

¹ - Il s'agit des wilayate de Batna, Blida, Illizi, Jijel, Laghouat, Mostaganem, Ouargla, Tindouf et Tissemsilt.

² - La hausse des prix des denrées alimentaires a commencé à avoir de graves répercussions sur les ménages vulnérables qui vivent dans les pays à faible revenu et les pays exposés à des crises. Son impact sur la situation nutritionnelle et l'état de santé des populations risque de compromettre les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La hausse des prix des produits alimentaires non seulement s'est traduite par un recul dans la lutte menée pour réduire la pauvreté et la faim (OMD 1), mais encore compliquera la réalisation des objectifs visés dans les domaines de l'éducation (OMD 2), de la réduction de la mortalité maternelle et infantile (OMD 4 et OMD 5) et de la lutte contre la propagation des maladies les plus meurtrières (OMD 6). Selon les estimations de la Banque mondiale, la hausse des prix des denrées alimentaires pourrait plonger dans la misère 100 millions d'êtres humains de plus. Source : Brochure d'Information du Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, Juin 2008.

³ -A l'exception, cependant, du Vietnam et du Pérou qui sont des exemples positifs. Pour ces deux pays, le bien-être des ménages ruraux, sont des exemples positifs parce que leur bien-être, en moyenne, a augmenté au point de compenser le changement négatif du bien-être des ménages urbains

Le risque pour un pays de subir des répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires dépend du degré de son exposition à ces prix et de son degré de vulnérabilité. Le risque d'exposition d'un pays aux effets de l'inflation dépend donc essentiellement: (i) de l'ampleur des hausses des prix, (plus la hausse des prix est importante plus fort est son effet), et (ii) du degré de vulnérabilité du pays.

Le PAM a utilisé les critères ci-après pour estimer la vulnérabilité des pays à la hausse des prix des produits alimentaires (i) faible capacité d'intervention et niveaux élevés d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de pauvreté, (ii) volume élevé des importations de produits alimentaires et de carburants en comparaison des importations totales, des exportations totales et des réserves en devises, (iii) populations urbaines relativement nombreuses, (iv) pressions inflationnistes déjà élevées, et (v) populations qui doivent consacrer une proportion significative du revenu familial à l'alimentation.

La hausse des prix entraîne chez les nécessiteux une série de réactions graduelles qui vont de la simple recherche d'un revenu additionnel pour faire face à la situation en passant part des efforts de réduction des dépenses,... jusqu'à s'adonner à des activités prohibées et immorales.⁴

2.3- L'importance des conditions matérielles en éducation.

Les conditions matérielles jouent un rôle important dans le parcours scolaire et la performance de l'apprenant. Dans un passé récent, les conditions matérielles passaient pour neutres dans le processus d'achèvement et de scolarisation. Pour Bourdieu, (P. Bourdieu 1960), l'Ecole est une institution dont le principe est dans la sélection par connivence culturelle.⁵ Ce principe stigmatise et exclut principalement les enfants issus des milieux populaires et ouvriers. Bourdieu et ses continuateurs sont catégoriques : « l'argent n'a pas grand chose à faire dans ce phénomène ». L'Ecole de la République n'exclut pas les enfants des milieux défavorisés parce qu'ils sont pauvres, mais parce que leurs parents n'ont pas le «capital culturel» nécessaire pour leur inculquer un rapport de connivence avec l'Ecole. Ce capital culturel, ne peut s'acheter contre du «capital économique».

De nos jours, l'influence des conditions de vie matérielles sur la scolarité des enfants est mise de plus en plus au devant de la scène. L'incapacité des parents de doter leurs enfants en fournitures scolaires, leur offrir une alimentation équilibrée et les soins médicaux nécessaires constitue un sérieux handicap au processus d'acquisition des connaissances des apprenants, et un important facteur de blocage de la réussite scolaire. Pour cette raison, une part non négligeable de la recherche en éducation s'est fortement cristallisée autour de ce thème et s'est développée dans plusieurs directions. Une étude récente est venue mettre l'emphase sur le lien causal des conditions problématiques du logement sur l'échec scolaire.⁶

⁴ - Lire : D. Maxwell, R. Caldwell, "The Coping Strategies Index: Field Methods Manual", deuxième édition (janvier 2008).

⁵ - P. Bourdieu, 1970, La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement, Editions de Minuit.

⁶ On peut raisonnablement supposer l'existence d'un effet néfaste de conditions de logement dégradées sur la capacité de concentration (le bruit, le surpeuplement) et sur la santé (une surexposition au froid et à l'humidité, une baisse de l'oxygène disponible dans les chambres partagées, des conditions d'hygiène douteuses en présence de pannes récurrentes de WC). Il existe par exemple toute une littérature médicale sur les conditions de développement de maladies pulmonaires, notamment Cuijpers et al. [1995] ou Williamson et al. [1997], qui souligne le rôle dans la pathologie asthmatique de l'humidité du logement ou celui du manque d'oxygène dû au surpeuplement. Une autre littérature s'attache à montrer l'impact négatif du bruit sur les capacités d'apprentissage et de mémorisation des jeunes enfants, par exemple Larson et Petersen [1978].

2.4- Poids prépondérant des dépenses alimentaires : Spectre de graves difficultés sociales et politiques.⁷

Les dépenses alimentaires constituent le poids relatif dominant dans la structure du budget dans les PVD. Toute hausse des prix des produits alimentaires, est vécue de manière extrêmement éprouvante, parfois dramatique par les détenteurs de revenus faibles et qui de surcroît ont beaucoup d'enfants à charge.⁸

La prise en considération du poids prépondérant des dépenses alimentaires, et les données relatives à l'intensité de la poussée haussière des prix des denrées alimentaires, nous permet de comprendre que nous sommes en présence d'une situation qui laisse présager de graves problèmes nutritionnels, de santé (Smith et al. 2006; Alderman et al. 2006; Pongou et al. 2005; Cornia et Deotti 2008; FAO 2008; Jensen et Miller 2008), d'achèvement scolaire des enfants (Escobal et al. 2005), de migration des populations,⁹ et de stabilité sociale et politique dans la plupart des pays pauvres.¹⁰

2.5- Pauvreté, exclusion et scolarisation.

La pauvreté touche les catégories les plus fragiles de la population. Il s'agit des bénéficiaires des minima sociaux, les demandeurs d'emploi, les personnes isolées, et phénomène tout à fait nouveau, les «travailleurs pauvres».¹¹

Plusieurs études sont arrivées à la conclusion que le système scolaire qui est censé être la clé de voûte de la lutte contre les inégalités et l'exclusion tend à reproduire ces inégalités et ne permet pas suffisamment aux enfants de familles défavorisées de connaître des trajectoires d'ascension sociale conforme à leurs aspirations, à leurs capacités et à leur mérite.¹² L'inégalité des chances se constitue dès l'école primaire, qu'elle est quasiment irrémédiable, et que les politiques de discrimination positive qui ont été appliquées au niveau des paliers subséquents (le cycle moyen et le lycée) ont été le plus souvent inefficaces.

3- Les principaux résultats de l'étude

la recherche théorique et l'enquête de terrain ont permis de d'aboutir aux principaux résultats suivants :

3.1- Processus inflationniste, situation financière des ménages et gaspillage des ressources.

⁷ - L'augmentation des prix des aliments a déjà provoqué des troubles sociaux dans un certain nombre de pays. Ces dernières semaines, en effet, des émeutes de la faim ont été signalées au Burkina Faso, au Cameroun, au Sénégal, et au Maroc. Source : AFP, Information Internationales : la hausse des prix alimentaires menace l'éducation des plus pauvres 15, Avril 2008.

⁸ - "Une famille très nombreuse aurait en elle-même une influence négative sur la destinée sociale". L'affirmation serait choquante si elle ne résultait d'une étude réalisée par Dominique Merllié et Olivier Monso pour l'Insee. Leurs travaux établissent en effet que, toutes caractéristiques sociales mises à part, le fait d'avoir plus de 2 frères ou sœurs influe négativement sur la réussite sociale. http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC07f.PDF

⁹ - Les travaux de la 14^{ème} conférence des ministres de l'intérieur de la méditerranée occidentale (CIMO ou 5+5) qui s'est tenue en Italie le 24 novembre 2009 a été l'occasion de mettre au devant de la scène l'importance de la dimension de l'immigration clandestine et les difficultés qu'éprouvent les pays en développement de la maintenir.

¹⁰ - Ces dernières années ont vu une recrudescence sans précédent de hooliganisme, de la violence et de l'immigration clandestine avec tous les risques et les dangers qu'elle entraîne aussi bien pour les émigrants que pour les pays hôtes.

¹¹ - « Compte Rendu de la Mission Parlementaire sur la Pauvreté et l'Exclusion », B. Seillier, <http://www.Senat.fr>, 2 Juillet 2008.

¹² - Le rapport Parlementaire donne des statistiques édifiantes quand il affirme :

- 50 % des jeunes Français qui sortent de l'école sans diplôme sont issus des 20 % des ménages les plus pauvres ;
- il est près de huit fois plus probable qu'un enfant dont les parents sont situés dans les 10 % des ménages les plus pauvres soit en retard qu'un enfant dont les parents sont dans les 10 % des ménages les plus riches ;
- et près de 60 % des élèves dont les parents sont ouvriers non qualifiés ou inactifs n'ont pas le baccalauréat, contre 13 % des enfants d'enseignants, <http://www.Senat.fr>, 2 Juillet 2008.

- Les données recueillies montrent de façon parfaitement évidente un degré élevé d'exposition de l'Algérie à la hausse des prix des denrées alimentaires. L'important déséquilibre de l'offre nationale et la demande des denrées alimentaires atteste d'une vulnérabilité incontestable du pays aux effets pervers de la translation des prix sur les marchés internationaux (inflation importée).

- L'ensemble des tableaux qui ont été établis et qui composent la première partie réservée à la «situation financière des ménages», rendent compte de conditions budgétaires pitoyables de la plupart des ménages. Conditions qui ont un impact négatif sur le processus d'apprentissage et sur le rendement des apprenants.

Travail d'appoint des parents et des enfants, soutien social, endettement, aide social de l'Etat... ne suffisent plus à un bon nombre de ménages de boucler les fins de mois. Cela apparaît clairement à travers les situations handicapantes relevées chez les enfants scolarisés issus de ce milieu (Cf. Tableaux 6.1 à 6.8). Cette carence au niveau des moyens matériels ne concerne pas seulement les fournitures scolaires, elle s'étend à l'alimentation, à l'habillement, et s'étend jusqu'au sommeil récupérateur de l'apprenant.

Pénalisés sur le plan de la ration alimentaire, sur l'habillement, sur les loisirs..., les enfants sont en sus sanctionnés dans leur droit inaliénable à l'éducation.

- Les tests statistiques de Student et du Khi carré qui ont été appliqués aux informations recueillies à l'issue de l'enquête de terrain indiquent que nous avons à faire le plus clair du temps à (i) des échantillons provenant d'une même population et que (ii) les réponses des différents répondants étaient indépendantes les unes des autres. Ce constat corrobore l'idée de graves difficultés financières des ménages et de sérieux handicaps scolaires chez les apprenants. Les difficultés induites par la hausse des prix se traduisent sur le terrain par un processus d'apprentissage boiteux des apprenants et un important gaspillage des ressources publiques et privées.¹³

3.2- Vérification des hypothèses de travail

Hypothèse 1 : Il existe en Algérie un phénomène nettement perceptible d'augmentation des prix des produits alimentaires.

A partir des données s'étalant sur la période 1968 à 2008 des Tableaux et des Graphiques 1 et 2 sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation (Banque Mondiale), il est possible d'affirmer que nous sommes en présence d'un processus haussier des prix nettement marqué.

Le taux d'inflation qui est en accroissement constant, a été de 1,6% en 2005, 3% en 2006, à 3,5% en 2007, 4,5% en 2008 et supérieur à 5,7% pour les 10 premiers mois de 2009.¹⁴ Cet accroissement du taux d'inflation corrobore les deux précédentes remarques.

L'élément déterminant dans cette dynamique haussière est l'inflation des denrées alimentaires. Comme celles-ci sont en grande partie le fait d'importations, nous avons donc à faire à un processus de translation des prix en accroissement et qui de surcroît échappe entièrement au contrôle du pays.

¹³- L'enquête de terrain a révélé l'existence d'un pourcentage important d'élèves qui accuse un retard d'une année par rapport à l'âge normale de la classe observable dès la fin du cycle primaire. Ce retard s'élève à deux années et plus en classe terminale

¹⁴- A. Mebtoul, Professeur d'Université, Expert International – Economiste le Quotidien du 1/12/09.

Au regard de ces évidences nous pouvons sans grand risque de nous tromper retenir l'hypothèse 1

Hypothèse 2 : Les dépenses alimentaires constituent le poids relatif dominant dans la répartition du budget des manages.

- A partir des remarques signalées dans la partie théorique sur le poids des dépenses alimentaires dans la structure budgétaire dans les PVD, (Tableaux 2, 3 et 4).
- A partir des données du questionnaire des parents, 54,11% d'entre eux allouent plus de 50% de leur budget aux dépenses alimentaires.

Au regard de ces évidences nous pouvons retenir l'hypothèse 2

Hypothèse 3 : Les effets de l'échec scolaire et de la déscolarisation par suite des coupes budgétaires induites par la poussée haussière des prix ont atteint des seuils alarmants.

Tableau 9 : Taux national d'échec scolaire.¹⁵

Année Scolaire	Redoublements		Abandons		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
2006/2007	907 316	11,95	425 692	5,61	1333008	17.65
2007/2008	1017814	13,57	501508	7,48	1519322	21.05
2008/2009	-	-	-	-	2488682	25.22

Source : Données internes M.E.N.

Le data du Tableau 9 indique clairement que le phénomène de déperdition scolaire est à l'échelle nationale en accroissement, et ce, aussi bien en ce qui concerne les redoublements que les abandons. Ces taux qui sont des données agrégées nous laissent supposer que ces mêmes taux sont nettement plus élevés dans les régions pauvres du pays et particulièrement en milieu rural.

Au regard des données du tableau qui précède nous pouvons retenir l'hypothèse 3.

Hypothèse 4 : Une meilleure connaissance des difficultés rencontrées au cours du processus d'apprentissage et de la scolarisation des enfants issus des ménages les plus vulnérables permet de définir une politique de soutien adéquate (opportunité et efficacité de l'aide) de la part des pouvoirs publics.

Les difficultés scolaires des enfants sont le fait d'une série de facteurs matériels, et immatériels.

Le point de vue des partenaires en présence (les apprenants, les parents d'élèves les enseignants, les directeurs d'établissements et les directeurs de l'éducation) sur les causes déterminantes qui constituent un facteur de blocage dans leur processus d'acquisition des connaissances des apprenants, renseigne sans encombre que si l'origine sociale des enfants était importante, les conditions matérielles étaient d'une importance névralgique. Et que le problème des difficultés matérielles des enfants issus des familles les plus démunies ne peut trouver de solution qu'à travers une aide plus conséquente des pouvoirs publics pour pouvoir progressivement s'acheminer vers l'égalité des chances et diminuer le gaspillage scolaire.

¹⁵ - Le numéro du tableau correspond à la numérotation portée sur l'étude elle même.

L'ensemble des Tableaux 6.1 à 6.8): Fréquence de situations handicapantes chez les apprenants

A la lumière des évidences produites, nous ne pouvons rejeter l'hypothèse 4.

4- Conclusion

Le présent article a pu à l'aide d'une recherche théorique et d'une recherche empirique établir avec suffisamment de clarté, l'évidence qui permet d'affirmer, que la poussée haussière des prix des denrées alimentaires observable en Algérie depuis 2006 s'est soldée par une incidence négative sur le rendement scolaire des apprenants (accroissement sans précédent des redoublements et des abandons).

Les pouvoirs publics sont intervenus pour aider les enfants issus de milieux les plus défavorisés à travers une série de mesures. Mais, les mesures arrêtées par l'Etat bien que louables et appréciables demeurent très perfectibles car en leur état actuel, elles demeurent peu efficaces et ne permettent en aucun cas d'aboutir à un état d'égalité des chances pour les enfants issus des milieux les plus défavorisés.

5- Recommandations

Tout projet d'investissement doit s'assurer que l'argent est bien dépensé. Ceci exige que le programme d'actions arrêté produise le maximum de résultats positifs. Il est donc, impératif que le plan d'actions soit de nature discriminatoire. S'il est vrai que tous les enfants scolarisés méritent d'être aidés, il n'en demeure pas moins que la contrainte financière impose de cibler les enfants les plus vulnérables en priorité.

Recommandation 1 : De l'égalité des chances.

Recommandation 2 : De la nécessité de la mise en place d'une cellule de veille.

Recommandation 3 : De la généralisation de l'enseignement préscolaire.

Recommandation 4 : De la redynamisation de l'association des parents d'élèves

Recommandation 5 : Création de réseaux de soutien social.

En fin de compte, quelles que soient les solutions préconisées, elles se doivent de redonner plus espoir aux parents désorientés et déstabilisés et à leurs enfants, victimes innocentes d'une situation indépendante de leur volonté. Cet espoir ne peut provenir que d'actions basées sur le bannissement de l'exclusion sociale, en laissant toujours les portes ouvertes à la solidarité nationale sous toutes ses formes.

Bibliographie

- Bourdieu. P., 1970, La Reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement, Editions de Minuit.
- Conférence régionale des élus de Montréal 2004, Forum régional sur le développement social de l'île de Montréal – Rapport sur la pauvreté à Montréal

- Doumadji. G. et Ziane. S., Déscolarisation, pauvreté et travail des enfants et jeunes adolescents en Algérie, Université de Constantine, Revue des Sciences Humaines, N°25, Juin 2006, pp. 19–35.
- Escobal, J. et M. Torero (2005) “Measuring the Impact of Asset Complementarities: The Case of Rural Peru”, *Cuadernos de Economía* 42(125).
- F. Jarraud, 2006, Le Café Pédagogique, <http://www.oecd.org>, Édition du 23-03-2006.
- FAO (2008) “Soaring Food Prices: Facts, Perspectives, Impacts and Actions Required”, paper presented at the High-Level Conference on “World Food Security: The Challenges of Climate Change and Bioenergy”, Rome 3-5 June 2008.
- Geay. B. et Meunier. A., 2003, Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, n°2, 2003, pp. 7-19.
- IFPRI (2008) “Global Food Crisis: monitoring and Assessing Impact to Inform Policy Responses”, IFPRI Food Policy Report, IFPRI: Washington DC.
- Ivanic, M. et W. Martin (2008) “Implications of Higher Global food Prices for Poverty in Low-Income Countries”, *Policy Research Working Paper* 4594, World Bank, Washington, DC.
- Lange. M.F., 1991, Systèmes scolaires et développement : discours et pratiques, Politique africaine, n° 43, octobre, pp. 105-121.
- M. Guigue, « Peut-on définir le décrochage ? », *Les lycéens décrocheurs*, éditions Chronique sociale, 1998, p. 29.
- Poulton C., J. Kydd, S. Wiggins et A. Dorward (2006) “State interventions for food price stabilization in Africa: Can it Work?”, *Food Policy*, 31, pp. 342-356.
- S. Field, M. Kuczera et B. Pont, 2008, OCDE, En finir avec l'échec scolaire : dix mesures pour une éducation équitable
- Smith, L., H. Alderman et D. Aduayom (2006) “Food Insecurity in Sub-Saharan Africa: New Estimates from Household Expenditure Surveys”, International Food Policy Research Institute (IFPRI), Washington, DC.